

- SYNTHÈSE MENSUELLE MILITAIRE, POLITIQUE, CIVILE & DIVERS -

Déclassifié par décision
du ministre de la Défense

N° 001153 du 12 MAR 2021

JANVIER 1993

1° - MILITAIRE :

- Escarmouches journalières, avec parfois des incidents plus graves dans les secteurs habituels de MUTARA, de BYUMBA, de KIRAMBO et de RUHENGRI.
- Ces accrochages, (généralement sous forme de tirs de mitrailleuses ou de mortiers) ont régulièrement lieu entre forces F.P.R. et forces gouvernementales, chaque partie se rejetant la responsabilité de l'incident. Il semble cependant que les troupes F.P.R. aient été plus agressives, au cours de ce mois.

- Inefficacité du G.O.M.N., qui se contente de dresser des constats, à posteriori:

2° - POLITIQUE :

- Situation politique et administrative bloquée, chacun parti politique campant sur ses positions.

- Les négociations d'ARUSHA se déroulent laborieusement. Le F.P.R. a menacé de reprendre les hostilités, si celles-ci n'aboutissaient pas.

- Le 11 Janvier, un accord sur la répartition des postes ministériels a été signé :

- MRND : 5 : Défense, Enseignement supérieur, Famille et promotion féminine, Plan, Fonction publique.

- MDR : 4 : Primature, Affaires étrangères, Enseignement primaire et secondaire, Information.

- PSD : 3 : Agriculture, Finances, Travaux publics.

- PL : 3 : Justice, Travail, Industrie et commerce.

- PDC : 1 : Tourisme et environnement

- FPR : 5 : Intérieur, Jeunesse, Transports et télécommunications, Santé, Réfugiés

- Cet accord ne semble pas faire l'unanimité, notamment au niveau du CDR, sans poste attribué et du président de la République rwandaise.

- Pas d'incidents corporels notables au cours des différentes manifestations organisées par les partis politiques, dans la capitale, même si celles-ci ne se sont pas déroulées dans le calme.

3° - CIVILE ET DIVERS :

- Mise en place de nombreux barrages sur les routes, par les représentants des diverses factions, avec rançonnement et parfois exactions des automobilistes ou de leurs passagers.

- Aggravation de la situation économique du pays, celle-ci ne semblant apparemment pas une priorité, pour les dirigeants en place.

- Nombreux incidents ethniques, notamment à MUTARA, GISENYI, RUHENGRI, BYUMBA, et KIGALI. Au 21 Janvier, une cinquantaine de morts, essentiellement Tutsis, aurait été dénombrée.

- Recrudescence des vols à main armée dans la capitale (13 en 2 jours).

- Une commission d'enquête internationale sur les droits de l'homme, s'est rendue dans le secteur de RUHENGRI, le 09 Janvier. Des charniers (2) ont été mis à jour et les dirigeants (hutus) du pays ont été mis en cause, notamment sur la chaîne A2, par le représentant français de cette commission.

- Ces révélations ont été mal prises localement et des exactions auraient été commises par la suite, sur certaines personnes ayant facilité le travail de la commission ou l'ayant renseignée.

297